

EURO-RIOB 2006

REPORT of the 1st workshop

La compatibilité entre la DCE et les aménagements (hydroélectricité, protection contre l'érosion et les inondations, voies navigables...), Masses d'Eau Fortement Modifiées, Masses d'Eau Artificielles,

- ➔ Co-présidents : M. Pascal BERTEAUD (France),
M. Ovidiu GABOR (Roumanie),
- ➔ Rapporteurs : M. Laszlo KOTHAY (Hongrie),
M. Mario CERUTTI, Secrétaire
de la Commission Internationale de la Meuse.

- M. Stéphane STROFFEK, Agence de l'eau RM &C (France),
- M. Patrick CASTAING, EDF (France),
- M. Ghislain WEISROCK, Electrabel (Belgique),
- M. Marc FORET
- M. Giuseppe D'OCCHIO, Autorité des bassins du Liri, Garigliano et Volturno (Italie),
- M. Job Antonius VERHEYDER, RIWA – MAAS (Pays Bas),
- Mme. Rosa MIKHAILENKO, Municipalité de St Petersburg (Russie)

Mr. Stroffek rephrased the title of the session by asking whether there is an incompatibility between WFD and infrastructures. He answered this question by saying that there

is no incompatibility. By using this double negation and by not concluding that there is compatibility, he indicated that we need really to do serious efforts to reach the desired compatibility. For this he recommended to firstly assess the needs of services (f.i. energy), secondly to consider gaps between these needs and the WFD objectives and thirdly to bind environmental objectives to providing services. This structured assessment in close and effective cooperation with stakeholders is the track to anticipatory measures instead of remedial measures and will help to reach the compatibility. It's doubtful that full compatibility will be feasible in the first planning cycle.

Mr. Castaing stated that it is absolutely necessary that a common view arises between the hydro-electric sector and the implementation of the WFD. This requires a working method that leaves sufficient room for an accurate assessment at local level and it requires also a certain level of pragmatism. Some time will be needed to develop close links between the ecological and economical disciplines, to arrange the discussions between administrators, scientists and users and to set the right priorities. The desired compromise between WFD and hydro-electricity must assure a future renewable energy.

Mr. Weisrock stated that the WFD gives the opportunity to develop a sustainable hydro-electricity sector, being compatible with good ecological status or potential and in the mean time being a tool to help to reach Kyoto goals. He proposed to define the 21 century sustainable hydro-electricity plant and to get these in place before 2021.

Mr. Foret explained that it is difficult for individual local communities to follow the WFD and that cooperation at various levels is therefore needed. This broadened local cooperation is for example needed for river restoration projects in cases where historical hydro-infrastructures exist.

Mr D' Occhio explained that under south Italian arid conditions water is often transported over more than 100 kilometres from the source to users. In these cases it is very difficult to link users to the owners of water.

Mr. Verheyden elaborated on water quality aspects. He gave an example where artificial lakes were built to store water from a transboundary river. This is needed to guarantee a safe drinking water supply, also under circumstances of accidental pollution of the source.

Mme. Mikhailenko demonstrated the need for infrastructure to prevent flooding of St Petersburg. The construction of a barrier in the Neva bay would be the most adequate measure. This would in the mean time serve to close the ring road around the city and allow for further economic development.

Mr. Gabor presented the consequences of the 2005 flood that inundated 30% of the country and resulted in a calculated damage of 1600 million EURO, and the 2006 flood in the lower Danube area with a loss of 200 million EURO. A set of infrastructures need to be realised to protect people and to decrease future damages. These measures should be combined with ecological restoration measures.

RAPPORT SUR LE DEUXIEME ATELIER : PRISE EN COMPTE DES PROBLEMES QUANTITATIFS

Rapporteur Arnould Lefébure

La rareté de la ressource en eau est un problème européen

- Plusieurs régions ou pays européens, du Sud comme du Nord, telle que l'Espagne, la France, l'Italie, les Balkans, Chypre, etc., connaissent actuellement plusieurs années de sécheresses consécutives avec un cumul des problèmes.
- Cette décroissance de la ressource en eau (ex. Italie, Espagne) est due à la fois à une mauvaise gestion et aux changements climatiques.

La gestion de ces sécheresses à répétition ne peut plus se faire au cas par cas mais doit être planifiée dans le long terme et séparer les événements ponctuels des problèmes structurels

- pour prévenir le mieux possible les effets des sécheresses
- réduire voire annuler la dégradation globale de la ressource en eau
- exemple de l'Espagne et en particulier du Jucar.

Un plan sécheresse doit intégrer :

Des indicateurs d'appréciation de la ressource en eau (qualité et quantité),

- En Espagne, les programmes d'action spéciaux prévoient un suivi qualitatif et quantitatif (piezométrique)
- Les indicateurs retenus doivent permettre d'alerter suffisamment à l'avance les décideurs sur les problèmes de ressources à venir

Une gestion commune et globale des eaux de surface et des eaux souterraines

- Avec la mise en place de puits sécheresses « droughts wells » permettant un transfert de la ressource des eaux souterraines aux eaux superficielles si nécessaire

Une recherche de toutes les ressources disponibles

- Réutilisation d'eau des stations d'épuration,
- Recherche d'alternative pour l'eau potable,...

La mise en place de règles d'économie d'eau

- Réduction de l'irrigation (en Espagne jusqu'à 60%)
- Interdiction de laver sa voiture, d'arroser les jardins, arrêt des fontaines, etc.

Des équipes pluridisciplinaires élargies

- Travailler avec les scientifiques, les politiques, les décideurs, les acteurs locaux.

Les objectifs doivent être à la fois économiques, sociaux et environnementaux et liés à la DCE

- La participation du public doit être ainsi étendue aux enjeux liés à la sécheresse
- Des indicateurs qualitatifs et quantitatifs, compris par tous, doivent être développés

Les actions ne peuvent réussir que si elles sont consensuelles et comprises par le public et les différents acteurs.

Il faut favoriser la coopération internationale

- La commission européenne a mis en place un groupe de travail sur les sécheresses (CIS) avec l'Italie, la France et l'Espagne
- Développer des nouvelles méthodes évaluant l'efficacité, l'impact, d'aide à la décision et de planification

Une gestion de la sécheresse par bassin et masses d'eau devrait prendre en compte les transferts d'eau .

- Une approche systémique peut être plus pertinente que celle par masses d'eau hydrographiques dans le pourtour méditerranéen compte tenu de la répartition des ressources via des réservoirs, des canaux, liés aux usages
- la gestion peut dès lors se faire par sous-bassins agrégés et être complétée par les systèmes de transfert d'eau.

Le partage transfrontalier de la ressource en eau doit être consensuelle et pragmatique

- le partage des ressources en eau est à l'origine de nombreux conflits dans le monde
- l'INWEC (International Network for water environmental centers) étudie les critères de partage de l'eau et fournit une aide à la décision multicritère (exemple des Balkans)
- la solution win/win (gagnant/gagnant) est durable mais est rarement le cas
- dès lors la mise en place de coopération, où la confiance est l'élément clé, permet les discussions et de trouver des solutions pragmatiques au cas par cas.

Résumé des interventions :

- T. ESTRELA :
- la rareté de la ressource en eau est un problème européen
 - l'Espagne connaît depuis 4 ans des fortes sécheresses
 - il faut planifier les mesures au lieu d'intervenir sur le moment
 - gérer en commun les eaux de surface et les eaux souterraines
 - échanger au niveau européen les expériences
- J.FERRER
- adoption en 12/2005 d'un plan d'action sécheresse pour le Jucar,
 - développement d'indicateurs de suivi et d'annonce des sécheresses
 - mise en place d'une commission permanente sécheresse
 - plan d'actions du Jucar (puits sécheresses, réduire l'irrigation, maintien flux minimum dans les rivières, réutilisation des eaux sales,..)
- G. PINESCHI
- politique italienne de prévention des sécheresses
 - objectif : équilibrer la demande et l'offre
 - différencier la baisse générale des ressources en eau, d'événements ponctuels de sécheresses,
 - les enjeux sont de faire participer le public concernant les sécheresses, lier qualité à quantité, les aspects économiques à ceux sociologiques et environnementaux ;
 - établir des indicateurs de suivi et d'annonce des sécheresses
 - établir des documents techniques alliant scientifiques et politiques
- BAUDEQUIN –REIG :
- prendre en compte les spécificités méditerranéennes dans la DCE
 - la DCE a une approche uniforme non pertinente pour les régions où la ressource en eau est rare et doit être répartie artificiellement
 - les masses d'eau ne sont pas indépendantes hydrologiquement
 - seule une approche systémique combinant bassins agrégés et canaux, réservoirs permet une gestion pertinente de la ressource en eau
- M.GANOULIS
- INWEC réseau Unesco pour le partage transfrontalier de l'eau
 - il existe de nombreux critères pour un partage de l'eau –sont-ils justes
 - la solution est une approche concertée, pragmatique, win/win
 - nous fournissons une aide à la décision pour une gestion consensuelle

**BRIEF REPORT on 3 SESSION of INBO MEETING
at MEGEVE (FR), 21-22 september 2006**

by **Andrea Nardini**, CIRF, mail: direttore.tecnico@cirf.org

The main issue dealt with in this session has been the effort currently performed by several countries to comply with the WFD requirements concerning monitoring.

Paradoxically, countries with internationally shared basins or trans-boundary rivers (like Ukraina, Moldavia, Bielorussia) –a feature adding complexity to management- have shown significant progress, in general thanks to cooperation initiatives (some of which promoted by INBO), as shown by Dr. Deziran, Dr.Drumea and Dr.Pakhomau, respectively. In particular, Moldavia created, with the help of EU experts, a support/advisory centre that supports local water authorities that proved quite helpful, and initiated an integrated project on a tributary of the Danube river, together with Romania and Ukraina; in addition, many activities specifically concerning the reduction of diffused pollution from agriculture –including the creation of wetlands and the development of bio-integrated farming- have already been carried out leading to some tangible results. Ukraina, although not a EU member, is trying to adequate its institutional system to EU standards, facing severe difficulties in terms of current setting and communication (language); to this aim, they are developing a pilot project in the Big basin where a water basin management board has been created. Bielorussia counts on a national centre plus several local water agencies for water quality monitoring with some stations including biological parameters; they are now about to coordinate with the Baltic sea regional management programme. Dr. Guerbere (Water Agency Rhone-Mediterranée/Corse, France) reminded the four different types of monitoring to be carried out (“surveillance”, to get a global view of the system; operational, to follow the evolution of the water bodies identified according to WFD and assess the impact of measures; specific, to assess in particular spills; and additional, for protected areas). He illustrated the coordination effort being carried out in France to establish a thorough improved monitoring strategy which includes a national study –with local refinements and consultation- to choose reference sites and define the reference status; the contribution of the Agency is estimated around 3 to 6 million Euro/year until 2012.

In the end, most of the monitoring activities mentioned refer to water quality issues, while only a few regard the biological components and even less the hydro-morphological component. A need for harmonization of such monitoring systems with what is required for a really integrated characterization of fluvial ecosystems –as required by the WFD and promoted by River Restoration philosophy and practitioners- has been pointed out by Dr. Nardini (CIRF-Italy). He also pointed out how River restoration can provide useful inputs in terms of concepts, techniques and experiences to the implementation of the WFD and briefly presented the experience of defining a RR strategy at the regional scale for Lombardia region in Italy (STRARIFLU project).

Dr. DEZIRAN

ATELIER N° 4

Elaboration des programmes de mesures, les études économiques et le financement des actions.

Co-Président : Kalman PAPP
Andrzej BADOWSKI
Co-Rapporteurs : Galina BALUSHEVA
Bruno DE KERCKHOVE

Atelier très complet pour aborder ces questions importantes et cruciales à l'approche des échéances DCE de 2009 (plan de gestion, programme de mesures des districts hydrographiques).

Dans l'ordre, **Andrzej BADOWSKI** (Pologne), **Galina BALUSHEVA** (Bulgarie) et **Spyros STEPHANOU** (Chypre) ont décrit la mise en œuvre de la Directive-Cadre sur l'eau dans leurs pays respectifs. Le cas de Chypre, applicable à tous les pays méditerranéens, illustrera plus les difficultés complémentaires que je présente pour les pays confrontés aux problèmes de pénurie d'eau et les conflits qui peuvent surgir avec d'autres politiques comme la lutte contre le changement climatique.

Jerzy GRELA (Pologne - RZGW de Cracovie) a décrit les résultats des jumelages successifs avec l'Allemagne et la France à travers le projet pilote sur le bassin de la Haute Vistule, qui a dressé une longue liste de mesures potentielles et avec la base de données économiques relatives à ces mesures.

Ane Marie CIUREA nous a dressé un tableau impressionnant des moyens financiers nécessaires pour mettre en œuvre l'acquit communautaire et spécialement les directives eaux résiduaires urbaines : 9,5 milliards/€uros, eau potable distribuée : 5,6 milliards/€uros.

Ces besoins ont été financés jusqu'à présent par les Programmes Phare, ISPA et bientôt (2007) lorsque la Roumanie et la Bulgarie rejoindront l'UE par les fonds structurels et de cohésion qui tripleront les financements des nouveaux Etats membres.

Ces deux futurs Etats membres offriront en même temps une opportunité d'investissements importants dans leurs territoires respectifs.

Arnaud COURTECUISSÉ (Agence Artois-Picardie) a utilisé, sur un cas très concret, l'analyse économique à travers l'évolution du prix de l'eau à la charge des ménages du bassin Artois-Picardie pour financer les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs de la Directive-Cadre. Les analyses coût-efficacité et coût-bénéfice peuvent nous aider à cet effet.

Stefan HART a enfin décrit les possibilités de financements complémentaires qu'offre la BEI (Banque Européenne d'Investissement). En outre, il a expliqué comment établir de bons projets qui auront finalement l'accord de la BEI (étude des difficultés éventuelles, transparence, projets simples exempts de toute bureaucratie inutile).

Dans sa conclusion, le président a rappelé aussi les faits qui seront parfois confrontés à des objectifs, parfois concurrents à l'horizon 2015 à savoir :

- la Directive-Cadre sur l'eau
- les objectifs du millénaire
- le changement climatique

Les recommandations que nous avons adoptées il y a un an à Namur restent toujours d'actualité.

Nous devons poursuivre nos efforts d'échange, d'expérience y compris avec nos pays voisins sur les problèmes de l'UE à travers nos réseaux du RIOB, EURO-RIOB et leurs composantes régionales.

Session Spéciale
Jeudi, 21 septembre
Synthèse, proposition, recommandation
Rapporteur – Oscar de MORAES CORDEIRO NETTO
(Alain Bernard/Natasha Amorsi)

Table ronde 1 – Participation du Public – Rôle des ONGs

Graciela FERRER – FNCA (Espagne)

Mme FERRER nous a présenté l'objectif de AQUANET European Foundation, un réseau, créé en 2005 et formé par des ONGs européennes qui travaillent dans le domaine de l'eau. Parmi ses objectifs, le réseau veut assurer, d'une façon indépendante, le suivi de la mise en place de la DCE. En analysant le cas d'Espagne, Mme Ferrer juge qu'il faudra un changement important de la politique de l'eau : d'une politique basée sur la mobilisation de nouvelles ressources en eau à une politique qui vise à atteindre un bon état écologique des rivières, par le biais d'un processus participatif de décision, d'une intégration de connaissances et de l'adoption d'une nouvelle culture de gestion de l'eau. Mme Ferrer nous a présenté ensuite le programme d'action de la FNCA pour l'année 2006.

Roberto EPPLE – European River Network

M. Epple nous a présenté le projet « Big Jump », organisé par European Rivers Network sur 10 ans. Ce projet vise à associer les citoyens européens à la restauration des milieux aquatiques d'Europe, l'objectif majeur de la DCE. Le projet considère le principe selon lequel la DCE ne pourra jamais atteindre ses objectifs sans l'adhésion des citoyens. À partir de la programmation d'une journée en été en Europe pour une baignade en rivière, le projet permet à centaines de milliers d'européens de débattre, s'informer et manifester tous ensemble sur la restauration des rivières. M. Epple nous a présenté les résultats du « Big Jump » de 2005 : 22 pays participants, 31 fleuves et rivières, 250.00 participants, entre autres résultats. Il a aussi annoncé la date du prochain « Big Jump » 15/07/2007, en conviant les institutions et les personnes à se joindre à l'initiative.

Table ronde 2 – Formation et Dialogue pour la DCE

Aurora VASIU – « Apele Romane » N.A. (Roumanie)

Mme VASIU nous a présenté le projet « Leonardo da Vinci ». Il s'agit d'un Programme de Formation Continue pour les professionnels du domaine de l'eau, basé sur la collaboration entre des professionnels qui travaillent dans la mise en place de la DCE, à partir d'une Communauté Virtuelle d'Apprentissage. La vocation de ce projet, qui associe de multiples acteurs, est de former de jeunes experts aux spécificités de la DCE. Le cycle de formations est basé sur 6 modules. Les formateurs développent des outils pédagogiques qui permettent aux apprenants à mieux maîtriser les étapes de la mise en œuvre de la DCE. Connaissance des problèmes, analyses d'information, dynamiques de groupes sont les mots-clés de ce projet, sans oublier le contrôle des connaissances acquises, mais aussi l'évaluation des formateurs. Ce projet et son contenu pédagogique font l'objet de publications, de folders dont beaucoup sont en l'occurrence traduits en roumain ;

Leszek STACHOW – CDM (Poland)

M Leszek Stachow nous a fait part de l'expérience développée sur un bassin irlandais, et qui se base sur le principe de l'analyse coût-efficacité. Le logiciel créé permet l'évaluation des coûts des programmes de mesures pour la gestion de l'eau. Plus qu'un simple logiciel, il s'agit

d'un outil d'aide à la décision qui permet aux différents acteurs de connaître les enjeux : quels sont les problèmes, quelles sont les solutions techniquement et économiquement acceptables ? Pour quels résultats ? Chaque type d'acteur dispose d'un accès spécifique à un niveau d'information adapté: 1) Décideurs, 2) Techniciens/ Gestionnaires et 3) Grand Public. Ceci permet également la transparence dans les choix opérés tant au niveau décisionnel que méthodologique. L'idée est notamment de s'affranchir des considérations purement politiques. C'est bien l'intérêt général qui est poursuivi, chacun assumant ses propres responsabilités. M. Stachow doit d'ailleurs nous indiquer le site web qui présente cette expérience tout à fait novatrice.

Table ronde 3 : Les recherches pour l'application de la DCE

Natacha AMORSI- OIEAU- IWRM-NET project

L'application de la DCE et la gestion intégrée des ressources en eau engendrent de nombreuses questions aussi bien en terme de développement d'une recherche interdisciplinaire que de la mobilisation des acteurs impliqués dans la GIRE. Les partenaires d'IWRM-NET, premier réseau des programmes des recherches nationaux et régionaux liés à la gestion intégrée des ressources eaux, ont pour ambition de développer des activités de recherche trans-nationales. Ce réseau composé de 17 gestionnaires de programmes est ouvert à de nouveaux partenaires.

Juan Miguel GONZALEZ – MELIA CSIC

L'objectif du Projet MELIA est de structurer un dialogue ouvert entre professionnels du domaine de l'eau et citoyens des deux côtés de la Méditerranée, y compris les « stakeholders » concernés et affectés par la gestion et par l'usage de l'eau, de façon à améliorer la connaissance sur la problématique de l'eau par le biais de l'adoption d'outils, langage et contenu appropriés. Le projet bénéficie de la participation de 45 partenaires dans 17 pays. Mm Gonzalez nous a présenté ensuite le programme d'action de Melia et nous a invité à visiter le site internet du projet : <http://www.meliaproject.eu>.

Yella Depietri – FEEM

Mme Yella DEPIETRI nous a présenté un projet européen, lié au projet Harmoni-CA, dont le but est de rassembler et synthétiser les connaissances acquises au cours de programme de recherche Européens dans les différents domaines liés la modélisation en support à la gestion intégrée des ressources en eau. Mme DEPIETRI a profité de l'occasion pour inviter les participants de la réunion à répondre à un questionnaire sur l'utilisation des systèmes d'aide à la décision.

Synthèse : de la mise en réseau au retour d'expérience

Un des enjeux de la mise en place de la DCE est de trouver les bons outils de suivi et d'évaluation et aussi de mobiliser les acteurs et les citoyens de sorte à ce qu'ils adhèrent à la politique de l'eau et qu'ils développent ensemble une vision partagée des objectifs et des moyens de réalisation des objectifs de la directive cadre.

Pour accompagner ces démarches, des initiatives de mobilisation, de suivi et d'évaluation, ainsi que des outils institutionnels et opérationnels sont mis en place allant de la mise en place des projets de mobilisation et suivi indépendant à la mise en réseau des projets de recherche, des acteurs impliqués dans la gestion des programmes de recherche.

Les présentations soulignent toute la nécessité du dialogue et de la communication entre les acteurs.

Recommandations

- Mettre en place des méthodologies de dialogue et de communication opérationnelles et transférables vers d'autres sites, études de cas...
- Profiter des expériences passées et des recherches terminées dans une logique de capitalisation des savoir-faire pour définir des bonnes pratiques
- Développement d'une « culture » de la recherche
- Développement d'une « culture » de mobilisation et adhésion du public
- Développement de nouveaux métiers et compétences visant à faciliter la traduction des besoins de recherche en terme scientifique et la dissémination des résultats scientifiques de sorte à ce qu'ils soient appropriables et utilisable par les non scientifiques